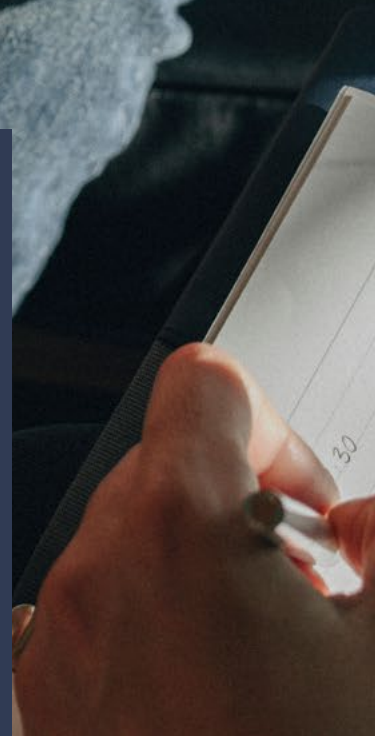




2022 RAPPORT D'ACTIVITÉ



2022

LES DATES CLÉS

FÉVRIER

LA RUSSIE ENVAHIT L'UKRAINE

Cette guerre va entraîner de nombreuses conséquences durables pour nos adhérents : d'une part, l'accueil des déplacés ukrainiens les mobilise dans l'urgence, et, d'autre part, la forte inflation des coûts de l'énergie impacte directement le logement accompagné et mobilisant notre Union tout au long de l'année.

AVRIL

LE BOUCLIER TARIFAIRE GAZ EST ÉTENDU AUX RÉSIDENCES SOCIALES

Cette extension est issue de nombreux échanges initiés par l'Unaf o qui continue de plaider pour des réponses structurelles.

JUIN

BERTRAND DECLEMY DEVIENT PRÉSIDENT DE L'UNAF O

À l'occasion de son Assemblée générale, l'Unaf o change de président : en effet, Jean-Paul Vaillant préparant son départ de ADEF Habitat quitte la présidence de notre Union. Le Conseil d'administration désigne Bertrand Declémy, directeur général d'Aréli, et renouvelle également la composition du bureau.

OCTOBRE

DEUXIÈME ÉDITION DE LA SEMAINE NATIONALE DES PENSIONS DE FAMILLE

Plus de 300 événements sont organisés dans toute la France à l'initiative de l'Unaf o, de la Dihal et d'autres têtes de réseau.

DÉCEMBRE

ORGANISATION D'UN WEBINAIRE SUR L'ÉVALUATION DES ESSMS

L'Unaf o avec l'Unhaj et la Fédération des acteurs de la solidarité organisent, en lien avec la Dihal, un webinaire sur l'évaluation des établissements sociaux et médico-sociaux qui réunit plus de 400 personnes.

MARS

EXTENSION DE LA PRIME SÉCUR AU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

Étendue à d'autres secteurs à l'occasion de la conférence des métiers, il faudra attendre quelques mois pour connaître les conditions d'application aux acteurs du logement accompagné. Un sujet qui aura fortement mobilisé l'Union pour accompagner nos adhérents.

MAI

LE LOGEMENT ABSENT DU PREMIER GOUVERNEMENT NOMMÉ AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Il faudra attendre le remaniement après les élections législatives pour avoir véritablement un interlocuteur sur nos sujets.

ÉTÉ

L'UNAF O SENSIBILISE LES NOUVEAUX DÉPUTÉS AUX ENJEUX DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

NOVEMBRE

L'UNAF O ORGANISE LA SEMAINE DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

Une semaine marquée notamment par les Rencontres nationales organisées à Marseille et qui ont réuni plus de 600 participants.

« Refonder les résidences sociales »

L'année 2022 a été marquée par une évolution de notre gouvernance, puisque j'ai pris la présidence de l'Unafo au mois de juin lors de l'Assemblée générale, Jean-Paul Vaillant ayant souhaité passer la main avant son départ en retraite. Je tiens à saluer toute son action pendant ces dernières années, qui a permis de renforcer la visibilité du logement accompagné et de poursuivre la professionnalisation de notre Union et de nos adhérents.

La garantie du modèle économique et le développement de la production du logement accompagné ont dès le départ de mon mandat constitué deux de mes priorités. L'Unafo a lancé en 2022 de nombreuses études et enquêtes avec pour objectifs d'illustrer la contribution économique de notre secteur aux territoires et sa contribution essentielle à la politique du logement d'abord pour l'accès, le maintien dans un logement et l'avancée positive du parcours résidentiel de milliers de personnes, jeunes, travailleurs précaires, bénéficiaires de minima sociaux ...

À bien des égards, 2022 a été une année particulière. Au-delà du contexte politique lié aux élections présidentielles et législatives, c'est évidemment la forte inflation des prix de l'énergie qui a mobilisé toute notre attention et celle de nos adhérents. Elle a montré clairement, ce que nous plaidions depuis des années, c'est-à-dire la très forte fragilité de notre modèle économique liée notamment à une désindexation mécanique de nos produits d'activités par rapport à nos charges de gestion et à un sous-financement de nos missions sociales. C'est la survie même de nombreux acteurs du logement accompagné qui est en danger. Nous avons collectivement construit

et porté des propositions argumentées auprès des pouvoirs publics pour consolider notre secteur et lui donner la capacité à poursuivre et développer ses actions au service de la dynamique des parcours des personnes logées. Nous comptons sur une prise en compte de celles-ci dans le cadre du second volet de la politique nationale du logement d'abord, dont nous espérons enfin l'annonce.

Ce rapport d'activité témoigne de manière non exhaustive des actions menées par notre Union, tant au plan national que dans les régions. **Je tiens à remercier l'ensemble de l'équipe pour sa mobilisation quotidienne aux côtés de nos adhérents, les membres du conseil d'administration pour leur participation active à nos travaux et bien entendu nos adhérents**, de plus en plus nombreux, qui nous font confiance et donnent toute sa force, sa légitimité et sa vitalité à notre Union qui va résolument de l'avant.



Bertrand DECLEMY
Président de l'Unafo

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE MÉCANIQUEMENT INTENABLE

Voilà des années que l'Unafo alerte sur les difficultés structurelles du modèle économique des résidences sociales, que l'envolée des coûts de l'énergie, entamée fin 2021 et amplifiée par le conflit russo-ukrainien, n'a fait que confirmer. De nombreuses actions et interpellations ont été menées auprès des pouvoirs publics pour faire entendre les spécificités du secteur du logement accompagné.

Faire face à l'inflation de l'énergie

Afin d'objectiver l'impact de la hausse des coûts de l'énergie sur l'activité des gestionnaires du logement accompagné, l'Unafo a mené plusieurs enquêtes auprès de ses adhérents et mis en place un observatoire interne des contrats gaz/électricité permettant à nos adhérents de disposer d'une étude comparative au moment de la renégociation de leurs contrats.

Très tôt, l'Unafo a alerté les pouvoirs publics sur la gravité de la situation pour nos adhérents et sur la nécessité de mettre en place des mesures protectrices de type bouclier (mémo adressé à la DIHAL et à la DGCE, plaidoyer commun avec l'UNHAJ, l'USH, l'UNIOPSS, courriers aux Ministres du Logement et de l'Économie et des Finances, aux parlementaires...). L'Unafo a assuré le suivi des textes et appuyé, avec l'USH, l'intégration de modifications proposées par ADOMA pour étendre le bouclier tarifaire gaz prévu pour les copropriétés et les bailleurs sociaux aux gestionnaires de logement accompagné. L'action de l'Unafo a également permis d'étendre ce bouclier aux contrats d'électricité. Au total, ce sont une douzaine de réunions qui ont été organisées.

Dans le même temps, l'Unafo a restitué les informations disponibles à ses adhérents sous forme de notes successives et d'interventions lors de réunions internes.

Mettre à plat les difficultés structurelles

Face à l'érosion continue des marges de manœuvre économique du secteur du Logement Accompagné, l'Unafo a relancé en 2022 une étude détaillée des évolutions de notre modèle depuis le constat réalisé dans notre étude de 2015. L'étude confiée à la SCET/AATIKO Conseil recouvre les différents volets du modèle économique du secteur que sont l'investissement immobilier, la gestion immobilière et l'accompagnement proposé aux résidents.

Elle repose sur l'analyse d'un panel représentatif de 20 résidences sociales et des données de l'État sur les opérations agréées sur les 5 dernières années. Lancée en juin 2022, elle a nécessité 11 réunions de pilotage. Si les premières conclusions ont été échangées lors des rencontres nationales de l'Unafo, les conclusions définitives sont attendues pour mars 2023.



FOCUS LE VERSEMENT DE L'AGLS

Pour la quatrième année consécutive, l'Unafo a conduit en 2022 une enquête nationale sur le versement de l'Aide à la Gestion Locative Sociale (AGLS) au titre de l'exercice 2021. L'exécution des crédits votés depuis plusieurs années dans la loi de finances à hauteur de 26 millions d'euros s'est élevée à 20 millions d'euros seulement, mais est néanmoins en hausse par rapport aux années précédentes (18,9 millions d'euros en 2020, 18,4 en 2019). L'Unafo espère que de réels progrès seront constatés en 2022, comme nous l'a assuré à plusieurs reprises la DIHAL.

INTERLOCUTEUR DES POUVOIRS PUBLICS

Au-delà du sujet très préoccupant du modèle économique des résidences sociales, qui a concentré nos échanges avec les pouvoirs publics, l'Unafo a également participé à de nombreuses réunions, groupes de travail ou échanges informels pour représenter le secteur du logement accompagné. Rapide tour d'horizon.

La résidence sociale de demain

Entamée en 2020 par la Cilpi, la réflexion autour de la résidence sociale de demain avait conduit le gouvernement à dévoiler, en mai 2021, une feuille de route pour le développement des résidences sociales. Dans le courant de l'été 2022, un projet de nouvelle circulaire sur les résidences sociales a été soumis à l'Unafo. Après un travail approfondi avec nos adhérents et le conseil d'administration, l'Unafo a fait remonter à la DIHAL l'ensemble de ses remarques. D'un commun accord, il a été décidé de reporter la publication de cette circulaire après la définition d'une ambition claire de développement des résidences sociales dans le cadre du volet 2 du plan Logement d'Abord.

La réforme des SIAO

Courant 2022, la Dihal a organisé plusieurs ateliers sur les SIAO, qui ont donné lieu à une nouvelle instruction. L'Unafo a participé au total à une dizaine de réunions, et contribué, en lien avec les Acteurs du logement d'insertion, aux différents travaux préparatoires. Les ALI ont notamment insisté sur la nécessité de ne pas traiter les travaux sur les SIAO séparément des autres chantiers structurels en cours : le 2e volet du plan Logement d'abord, la réforme des dispositifs de solvabilisation des personnes en situation de précarité, les travaux sur les résidences sociales ou encore les évolutions du SI-SIAO.

Chèque énergie

Comme chaque année, l'Unafo a été attentive à la bonne mise en œuvre du dispositif « chèque énergie ». Le versement par l'État d'une aide exceptionnelle supplémentaire de 100 euros pour l'ensemble des bénéficiaires a été l'occasion de répéter aux différents services de l'État, que cette augmentation exceptionnelle, mise en place pour protéger les personnes en situation de précarité économique, n'apportait pas de solution pour les résidences sociales. D'autre part, les échanges se sont également poursuivis avec les acteurs du secteur AHL et plusieurs administrations (DGEC, DIHAL, DHUP) sur le futur cadre du chèque énergie, dans un contexte de disparition de la taxe d'habitation à l'orée 2024.





Observatoire des impayés de loyer

Après le fort ralentissement de l'activité économique lié à la pandémie de Covid 19, l'Observatoire national des impayés de loyer s'est réuni à deux reprises (juin et novembre) en 2022. Poursuivant nos enquêtes auprès de nos adhérents, nous avons pu constater que le niveau d'impayés des personnes logées en résidence sociale était resté globalement contenu, à nouveau grâce à la gestion locative sociale rapprochée proposée par les gestionnaires.

Lutte contre les violences faites aux femmes

L'Unafo a participé en novembre à la restitution d'une enquête de la DIHAL sur les places d'hébergement et de logement accompagné dédiés aux femmes victimes de violences, réalisée dans le prolongement du Grenelle de lutte contre les violences conjugales. L'Unafo a également été auditionnée en décembre par la députée Emilie Chandler qui prépare un rapport portant plus globalement sur les violences intra-familiales.

Traitement des foyers de travailleurs migrants

L'accélération du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants ainsi que le sort des résidences sociales transformées sans travaux au début de ce plan restent au cœur des plaidoyers de l'Unafo, qui travaille en étroite collaboration avec la Cilpi.



SOUTENIR, OUTILLER ET ACCOMPAGNER NOS ADHÉRENTS

Accompagnement juridique, soutien dans le montage des opérations, partage d'expériences ou développement des compétences : toute l'équipe de l'Unafo se mobilise au quotidien pour apporter des informations rapides et précises à un nombre de plus en plus important d'adhérents.

350

SOLLICITATIONS
TECHNIQUES DES
ADHÉRENTS

Afin d'objectiver l'impact de la hausse des coûts

L'Unafo soutient les gestionnaires du logement accompagné, qu'il s'agisse de l'analyse des contrats d'occupation et règlements intérieurs, de la composition de la redevance, des procédures d'impayés et d'expulsion, et, plus globalement, des questions juridiques liées à la gestion locative et immobilière (assurances, travaux, gestion des fluides et compteurs, ERP, aides au logement, DPE, indexation, prestations annexes, taxe d'habitation, chèque énergie, etc...). Durant l'année, plus de la moitié des adhérents ont interrogé l'Unafo sur ces sujets.

Tout au long de l'année, l'Unafo a, par ailleurs, publié diverses notes à l'attention de ses adhérents en lien avec l'actualité juridique parmi lesquelles : boucliers tarifaires sur les prix du gaz et de l'électricité, indexation des redevances, diagnostic de performance énergétique (DPE) et décence énergétique, habitat inclusif, chèque énergie...

Une quarantaine de rencontres avec les adhérents ont eu lieu dans leurs locaux, soit près d'une par semaine.

4

GROUPES
DE TRAVAIL

Enfin, outre des réunions ponctuelles sur des thématiques variées, l'Unafo dispose de quatre groupes de travail pérennes, qui se sont réunis en 2022 : pensions de famille, logement jeunes, questions sociales / ressources humaines et communication.

FOCUS

LES ADHÉRENTS AGRÉÉS MOI

Les 35 organismes agréés MOI adhérents de l'Unafo représentent une part très importante du parc total des adhérents de l'Unafo avec 77 317 Unités Locatives (UL) gérées – sur 145 000 UL à l'échelle de l'Union – dont 24 284 UL détenues en droits réels (chiffres 2021).

L'une de nos missions est ainsi de répondre aux sollicitations des adhérents sur les questions relatives aux obligations des organismes agréés MOI ainsi que sur les thématiques associées à l'investissement immobilier. En 2022, nous avons répondu à plus de 60 sollicitations, venant d'une quarantaine d'adhérents. Les thèmes sont sensiblement identiques à ceux de 2021, avec toutefois une nette émergence des questions liées à l'énergie. Si une partie d'entre elles sont directement rattachées au statut d'OMOI (processus d'agrément MOI, cotisations CGLLS ou garanties d'emprunt de la CGLLS), d'autres concernent l'activité immobilière au sens large (conséquences de la réforme des DPE, montage d'opérations, amélioration/rénovation thermique des bâtiments notamment sur l'enveloppe « plan de relance », montage spécifique des opérations de pensions de famille, projet social, à la fiscalité, à la réglementation...



LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

L'organisme de formation de l'Unafo a formé près de 800 stagiaires, réunis au sein de 88 sessions, en 2022. Cet exercice est particulièrement marqué par les sollicitations nombreuses sur des sujets en lien avec la gestion locative, la prévention et la gestion des impayés. Cette thématique prévoit une approche complémentaire entre le cadre réglementaire, les processus internes et la posture professionnelle en lien avec les personnes accompagnées.

La mobilisation des adhérents de l'Unafo est croissante depuis ces dernières années ; ils représentent 70% des projets sur-mesure en 2022.

Une nouvelle formation a fait son entrée dans le catalogue : Codéveloppement à destination des Responsables de résidences sociales. La promotion 2022 regroupait exclusivement des adhérents de l'Unafo. Les stagiaires ont travaillé à la résolution de situations managériales grâce à cette méthode et construit leur plan d'action individuel. La formation s'est déroulée tout au long de l'année sur 6 sessions.

La formation de responsable des résidences sociales

Organisée en partenariat avec l'institut Meslay, cette formation a connu en 2022 deux promotions. La 13e s'est achevée en septembre, alors que la 14e a fait sa rentrée en juillet 2022. La formation a également renouvelé son inscription au Répertoire national des certifications professionnelles pour permettre l'inscription de salariés dans le cadre des financements de la formation professionnelle continue (CPF, plan de développement des

compétences). **Depuis fin 2022, la formation peut également être financée dans le cadre de la Pro-A depuis son inscription dans l'accord PROA de la branche Habitat et logement accompagné.**

L'Unafo et la branche « Habitat et Logement Accompagné »

L'Unafo poursuit ses collaborations avec Hélixopée, syndicat employeur, dont elle est adhérente depuis 2019. Notre Union participe aux commissions sociales et CPNEF de la branche « Habitat et Logement Accompagné », qui s'est réunie 6 fois autour des questions de mise en œuvre du développement des compétences et de la gestion du budget conventionnel de la branche professionnelle.

L'application du Ségur aux métiers du logement accompagné

Ouverte aux métiers du sanitaire, puis du médico-social, la prime Ségur a été étendue, avec l'appui de la DIHAL, aux métiers du logement accompagné. Cette extension a donné lieu à de nombreux temps d'échanges organisés par l'Unafo, avec l'appui de certains adhérents, afin d'orienter les acteurs du logement accompagné, souvent perdus dans la mise en œuvre de consignes parfois contradictoires, entre les directives nationales et les échelons territoriaux de l'État. Nos échanges ont permis à chacun d'affiner sa stratégie et à l'Unafo de faire des remontées auprès de la Dihal.

88

SESSIONS DE
FORMATION

(16 en inter et 72 en intra)

800

STAGIAIRES

1 320

HEURES DE
FORMATION



UNE ANNÉE DANS LES TERRITOIRES

L'animation territoriale de l'Unafo a connu en 2022 un nouveau souffle : adoption d'une charte de la représentation régionale, renforcement de l'équipe, développement des partenariats, sollicitations de plus en plus nombreuses des pouvoirs publics. Après quelques années de mise en œuvre de l'animation territoriale à l'Unafo, les résultats bénéfiques des actions menées se font ressentir dans de nombreux territoires.



Organiser notre représentation

Un fonctionnement collégial

La réflexion sur l'évolution de la représentation de l'Unafo dans les territoires s'est concrétisée en 2022 par l'adoption d'une nouvelle charte, déclinable dans toutes les régions. Cela fait suite à un contexte évolutif et mouvant du réseau : des départs en retraite de plusieurs référents régionaux, des enjeux rendant difficile la représentation par une seule personne mais aussi l'évolution de l'Unafo.

Cette charte, qui a pour objectif de rendre plus visible le logement accompagné dans les territoires, installe une représentation participative et contributive, par le biais de « Comités régionaux de directions » qui guide et impulse l'animation en région. Ces réunions régionales permettent à nos adhérents d'identifier les sujets pouvant être travaillés en commun, via par exemple la mise en place de communautés professionnelles, et de mettre en places stratégies et plaidoyers.

Renforcement de l'équipe

L'arrivée, en milieu d'année, de Mathilde Marantz, seconde chargée de mission Animation du réseau, a permis d'engager une meilleure structuration et une dynamique de l'animation du réseau dans certaines régions. L'équipe a ainsi pu soutenir plus fortement les missions des référents régionaux, développer les échanges et être davantage en lien avec les adhérents, y compris lors de déplacements pour aller à la rencontre de nouveaux adhérents ou de certaines régions, dans lesquelles nous n'avions jusqu'à présent peu d'actions (Centre Val de Loire, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, par exemple).

Une représentation active au sein même des territoires

En région, l'Unafo siège dans de nombreuses instances permettant de représenter l'ensemble de ses adhérents et les enjeux liés au logement accompagné : CHAL, CRHH, mais aussi dans des instances spécifiques à certaines régions. En 2022, l'Unafo est intervenue dans plusieurs réunions afin de présenter la place du logement accompagné dans les régions concernées : c'est le cas notamment à la CHAL Pays de la Loire ou bien encore au comité régional des pensions de famille de la région AURA.

ÉVÉNEMENT UNE JOURNÉE TERRITORIALE ALI À TOULOUSE

À Toulouse, les ALI ont organisé une journée qui a réuni une quarantaine de participants pour partager les résultats de la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord dans ce territoire. À cette occasion, la place et le rôle joué par le logement d'insertion dans le parcours résidentiel des ménages a été affirmé. Les échanges ont permis de mettre l'accent sur la problématique des jeunes sans ressources, tout comme celle de l'observation sociale partagée pour connaître et répondre aux besoins des territoires. La qualité des partenariats avec la Métropole de Toulouse et le SIAO a été saluée et les acteurs présents ont pu indiquer leur souhait de poursuivre ensemble à l'aune du plan Logement d'abord 2.



Développer les partenariats

Les partenariats avec les partenaires associatifs

C'est naturellement avec nos partenaires des **Acteurs du logement d'insertion** (Fapil, Soliha et Unhaj), que nous développons le plus d'actions communes. Ainsi, plusieurs rencontres ont eu lieu entre les représentants des ALI en Auvergne-Rhône-Alpes pour partager les informations locales mais aussi établir une coordination dans les actions et interpellations, en lien avec les positionnements portés au niveau national. Ainsi, face au constat partagé de difficultés plus importantes pour réaliser des opérations de MOI (Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion) et de la nécessité de convaincre les acteurs locaux de favoriser ces développements et soutenir ces projets, les ALI AURA ont rédigé un plaidoyer commun, présenté lors du congrès HLM organisé à Lyon fin septembre.



Mais nous travaillons aussi avec d'autres partenaires, telle que la **Fédération des acteurs de la solidarité**, notamment en lien avec la semaine des pensions de famille. En **Bourgogne-Franche-Comté**, l'Unafo est intervenue dans un webinar organisé par la FAS sur l'accès au logement, dont l'objectif était de partager l'état des lieux du parc et de présenter les différents outils disponibles en région.

Les travaux avec les bailleurs

En **région Hauts-de-France**, l'Unafo et l'Union Régionale Hlm ont piloté, avec le soutien financier de la DREETS, un groupe de travail intitulé « amplifier les dispositifs du logement d'abord » axé principalement sur les résidences sociales et les pensions de famille. Ce travail partenarial a permis d'établir un document proposant un état des lieux de l'offre existante et de son évolution, d'identifier les freins actuels au développement et de formuler des propositions relevant d'une action régionale ou nationale pour les lever. Ces éléments ont été présentés au préfet de région en septembre.



Les échanges avec les SIAO

En Ile-de-France, l'Unafo, membre du conseil d'administration de l'AFFIL, s'est particulièrement investie dans les différents travaux, qu'il s'agisse des journées partenariales, des travaux thématiques (impacts de l'inflation, évaluation du SRRH, module de formation à destination des élus) ou des groupes de travail, en particulier celui sur l'habitat adapté. L'AFFIL, qui rassemble des bailleurs et gestionnaires, permet des partages d'expérience, des concertations sur les orientations et des actions conjointes.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, plusieurs travaux ont été menés au sein de la Mission Ouvrir la Ville, qui rassemble les acteurs de la politique régionale du logement (ARHLM, têtes de réseau associatives, DREETS, DREAL, Action Logement etc). L'Unafo s'est particulièrement impliquée dans l'organisation de la journée régionale annuelle, en décembre 2022, dont la thématique était : « Logement/Santé : vers une inclusion plus efficiente des publics ».

En Ile-de-France, l'UD-DRIHL 75, le Samu Social de Paris pour le SIAO 75, l'URHAJ IDF et l'Unafo ont signé en janvier 2022 un protocole de bonnes pratiques autour du fonctionnement des attributions du contingent État par le SIAO dans les résidences sociales. Par ailleurs, l'Unafo, par la voix de Laurent Vuidel, vice-président et président d'Hénéo, est intervenue lors du séminaire annuel du SIAO 75, en octobre 2022.

En Pays de la Loire, la DREETS a proposé à l'Unafo d'intervenir lors d'une des conférences régionales des SIAO. Ainsi, Olivier Renaud et Pauline Lebeau ont pu présenter les dispositifs de logement accompagné, leurs particularités, et de reposer les enjeux des relations entre logement accompagné et SIAO dans un moment charnière du partenariat.

En région Grand Est, le SIAO 51 a contacté l'Unafo afin de lui faire part d'un besoin d'information et de formation des collaborateurs du SIAO sur le cadre des politiques publiques du secteur AHI, les spécificités et articulations entre dispositifs AHI et les enjeux de la logique du Logement d'abord et de l'évolution des postures professionnelles.

Être acteurs du Logement d'abord

Dans les territoires, l'Unafo a multiplié les contacts et les actions, en particulier dans les territoires de mise en œuvre accélérée. Plusieurs échanges ont eu lieu avec les coordinateurs du plan Logement d'Abord, par exemple avec les métropoles de Grand Nancy ou d'Aix-Marseille-Provence, afin d'échanger sur les dynamiques liées au Logement d'abord et plus particulièrement au logement accompagné sur le territoire.

L'Unafo a été choisie par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour porter la réalisation de son plan d'information-sensibilisation au Logement d'abord, territoire retenu dans le cadre du deuxième appel à manifestation d'intérêt Logement d'abord. Ce plan, décliné durant l'année 2023, sera construit d'un cycle de journées organisées dans différentes communes de la métropole à destination de nombreux acteurs (CCAS, bailleurs, élus, responsables associatifs, travailleurs sociaux etc.). Il aura pour objectif de partager et échanger sur les éléments clés du Logement d'abord, d'apporter des connaissances et repères communs autour de la politique du Logement d'abord et de valoriser les actions, acteurs et ressources des territoires.



À Paris, après une rencontre officielle d'interconnaissance en septembre 2022 entre l'Unafo et Ben Rickey, Coordinateur Logement d'Abord, l'Unafo est intervenue lors du séminaire « L'accès au logement des publics prioritaires à Paris », organisé dans le cadre du plan d'action Logement d'abord de la Ville de Paris en septembre 2022. Par ailleurs, en octobre 2022, l'Unafo, représentée par deux chargés de mission et Laurent Vuidel, vice-président de l'Unafo, a rencontré le Bureau des Relogements et Intermédiation Locative (BRIL) de la Direction Logement et Habitat (DLH) de la Ville de Paris.

Dans plusieurs régions, **l'Unafo a été sollicitée pour faire remonter les besoins de production de résidences sociales**. Ainsi, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'Unafo a participé au groupe de travail organisé par la DREETS et la DREAL sur la production des résidences sociales, dans le cadre de la feuille de route pour le développement des résidences sociales du plan Logement d'abord. Notre Union a ainsi pu proposer une contribution réalisée à partir des propositions des adhérents, mettant en lumière les enjeux de la production tout en précisant les freins et en formulant des propositions. En Pays de la Loire, l'Unafo a également apporté sa contribution, en lien avec ses adhérents, sur les données estimées mais également sur les freins et les leviers nécessaires pour accélérer la production de résidences sociales dans le territoire.

Par ailleurs, l'Unafo est devenue **une tête de réseau reconnue par les acteurs locaux** pour intervenir dans les journées ou colloques organisés sur les thématiques liées au Logement d'abord. En Bretagne, l'Unafo, aux côtés notamment de la Fédération Habitat & Humanisme, est ainsi intervenue, en octobre 2022, dans un colloque organisé par la communauté d'agglomération de Quimper, territoire de mise en œuvre accélérée, avec pour objectif de partager avec l'ensemble des acteurs une vision commune du Logement d'abord. La Fondation Massé Trévidy, adhérente de l'Unafo, était membre du groupe pilote de cette journée. L'Unafo est également intervenue, en juillet, en Normandie lors d'une journée organisée par le Conseil départemental de l'Eure sur la thématique : « Logement : un droit essentiel ».

FOCUS

ÉVALUATION DU SRHH EN ILE-DE-FRANCE

Le Schéma Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (SRHH) est un outil unique en France, porté par la DRIHL et le Conseil régional. Rédigé dans le cadre du CRHH pour fixer les grandes orientations d'une politique de l'hébergement et de l'accès au logement, il détermine les objectifs à atteindre en matière de production de logement, d'amélioration et de réhabilitation, ainsi que les réponses à apporter aux besoins particuliers des personnes en situation d'exclusion, défavorisées (ou présentant des difficultés particulières), des jeunes et des étudiants. Les travaux pour la réactualisation du premier SRHH 2024-2029 ont été engagés à la rentrée 2021 pour déterminer les aspects du schéma à évaluer. Après avoir été auditionnée, l'Unafo a transmis en octobre 2022 une contribution, réalisée à partir des propositions de ses adhérents, qui formule pour chaque axe du SRHH les constats quant à l'atteinte ou non des objectifs initiaux. La réécriture du SRHH se poursuivra en 2023 avec la mise en place de groupes de travail thématiques dans lesquels l'Unafo et ses adhérents poursuivront leur mobilisation.

Développer des actions

Réduction des inégalités en santé

En Ile-de-France, l'Unafo a été retenue, en août 2022, par l'ARS Ile-de-France pour déployer un projet sur 3 ans sur les « **Enjeux de santé et actions de promotion-prévention de la santé dans le cadre de l'accompagnement social réalisé en résidences sociales** ». Ce projet comportera une étude des besoins en matière de promotion-prévention à la santé auprès des personnes logées et des intervenants sociaux, une étude d'impact des actions engagées par les intervenants sociaux envers les personnes logées en résidence sociale en matière de promotion de la santé ainsi que des ateliers d'information autour des enjeux de la santé nutritionnelle et de la précarité alimentaire à destination des personnes logées et des sessions de formation pour les intervenants sociaux. 8 adhérents sont engagés pour déployer ce projet.

La Semaine nationale des pensions de famille

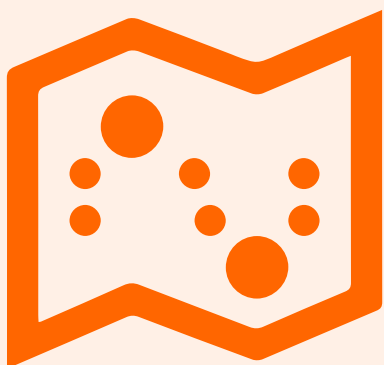
Dans les territoires, les adhérents de l'Unafo se sont fortement mobilisés pour faire de cette seconde édition de la semaine nationale une réussite, et renforcer la visibilité des pensions de famille auprès des élus et des partenaires.

Accompagner les personnes en souffrances psychiques

L'action « **Accompagner les personnes en souffrances psychiques logées dans le parc des ALI dans le Val-de-Marne** » est une démarche engagée par les ALI depuis 2017. Son objectif est de mieux prendre en compte et mieux accompagner les personnes en souffrances psychiques logées par les adhérents des réseaux (Fapil, Soliha, Unafo) composant les ALI dans le Val-de-Marne. Quatre réunions ont été organisées en 2022 entre des professionnels (intervenants sociaux principalement), gestionnaires de logement d'insertion et des acteurs sanitaires de la santé mentale.

Addictions

L'Unafo, dans le cadre des ALI, a répondu à un appel à manifestation d'intérêt « Addictions » co-porté par la CNAMTS et la DIHAL. Retenus et financés pour une phase diagnostic et amorçage, les ALI ont développé plusieurs actions en 2022 : une enquête « état des lieux » auprès de tous les adhérents, la réalisation d'entretiens approfondis auprès de quelques adhérents ciblés et la sélection de 4 adhérents par réseau pour la construction de projets pluriannuels.



FOCUS

UNE NOUVELLE ANIMATION DANS LES RÉGIONS

Marc Jeanjean et **Jean-Jacques Jeulin** étant partis à la retraite, l'Unafo a désigné, en accord avec les adhérents des régions concernées, deux nouveaux référents régionaux : **Sylvain Rastoin**, directeur d'Alotra, pour la région PACA, et **Olivier Renaud**, directeur d'Adelis pour la région Pays de la Loire.

Par ailleurs, **Mathilde Marantz** a rejoint en mai 2022 l'équipe de l'Unafo, pour encadrer l'animation territoriale avec **Pauline Lebeau**.

FOCUS

FIN D'UNE INIQUITÉ EN OUTRE-MER

Avec l'introduction de l'APL pour les logements-foyers dans les DOM, une iniquité entre la métropole et ses départements ultramarins a été enfin corrigée. Depuis, l'Unafo n'a pas ménagé ses efforts pour travailler en pleine concertation avec ses adhérents évidemment, mais aussi avec les pouvoirs publics et ses partenaires, notamment les Acteurs du logement d'insertion, la Fédération des acteurs de la solidarité, l'Union sociale pour l'habitat et la Fondation Abbé Pierre. Au-delà de la concertation sur les projets de décrets, il s'est agi d'examiner la mise en œuvre de l'APL, de communiquer auprès des gestionnaires, bailleurs et collectivités publiques et alimenter l'État de ces réflexions. Un travail d'accompagnement des acteurs est également prévu en 2023.





LOGEMENT DES JEUNES ET PENSIONS DE FAMILLE : DEUX AXES FORTS DE L'UNAFO

La mission sur le logement des jeunes est la seule, dans l'organisation de l'Unafo, à viser un public particulier, en raison des forts développements des adhérents sur le sujet et des adhésions croissantes d'acteurs du logement jeunes. Par ailleurs, la mobilisation de l'Union sur les pensions de famille reste forte, aussi bien dans le cadre de la semaine dédiée que de celui de l'accompagnement des gestionnaires tout au long de l'année.

Logement des jeunes

La reconnaissance de l'utilité sociale des FJT

Le rapport de l'Inspection générale de l'Environnement et du Développement durable (IGEDD) sur les foyers de jeunes travailleurs a été publié en avril 2022, après de multiples échanges avec l'Unafo et l'Unhaj en 2021. Si l'Unafo s'est réjouie de la valorisation des Foyers de jeunes travailleurs, elle regrette que l'année 2022 n'ait pas permis au nouveau gouvernement de se saisir de l'ensemble des propositions. Parmi celles-ci, la question de la réhabilitation des FJT reste prégnante.

Avec l'Unhaj, l'Unafo a rencontré Nicolas Grivel, directeur général de la CNAF, dans le cadre de la préparation de la convention d'objectifs et de gestion (COG) avec l'État. Une note conjointe a également été adressée à la caisse nationale et aux administrations concernées : en jeu notamment, la revalorisation de l'enveloppe de la Prestation socio-éducative dans les FJT et des objectifs plus ambitieux que la COG précédente.



L'évaluation des ESSMS

Le sujet de la réforme de l'évaluation de la qualité des établissements sociaux et médico-sociaux, qui concerne, dans le réseau Unafo, les seuls FJT, a occupé une place importante dans les travaux 2022. Fin 2021, l'Unafo avait rejoint le comité de concertation de l'évaluation mis en place par la Haute Autorité de Santé. Si l'Unafo avait souligné la qualité du travail accompli, elle regrettait pour autant que la spécificité de nos établissements soit insuffisamment prise en compte. Avec l'Unhaj et la Fédération des acteurs de solidarité, l'Unafo a organisé en décembre un webinaire qui a réuni près de 400 personnes. Ces travaux ont par ailleurs été alimentés par deux temps d'échanges collectifs avec nos adhérents, sans oublier les nombreuses rencontres bilatérales.

La mobilisation sur le CEJ-R

Le Contrat d'Engagement Jeunes s'inscrit dans le prolongement de la garantie jeunes et vise à conduire des jeunes « NEETS » (sans emploi, formation ou études) vers une activité et l'emploi. Sa mise en place avait suscité de nombreuses critiques, notamment de la part de l'Unafo, qui attendait un traitement conjoint des problématiques d'emploi et d'insertion avec celle du logement. L'État a souhaité compléter le CEJ en visant les jeunes les plus en difficulté parmi ceux qui le sont déjà, en prévoyant un volet pour les jeunes en rupture. L'Unafo a mobilisé ses adhérents pour répondre, en partenariat avec d'autres acteurs, aux appels à projets régionaux lancés par l'État. Plusieurs réunions régionales ont également eu lieu en Moselle, dans le Calvados, dans la Drôme. En Ile-de-France, plusieurs temps d'échange ont eu lieu avec l'URCLAJ, l'URHAJ, la FAS IDF et l'Union régionale des Missions Locales.

Des missions en régions

En plus des deux réunions nationales du groupe logement jeunes, différentes actions se sont également déroulées dans les territoires.

En Auvergne-Rhône-Alpes, outre un accompagnement sur le CEJ-R, l'Unafo a organisé une des adhérents sur les questions du logement des jeunes pour échanger sur les sujets du développement, de la réhabilitation, du financement de l'accompagnement socio-éducatif. Cette rencontre faisait suite à un échange avec l'URHAJ et l'URCLAJ sur les enjeux régionaux et la volonté de renforcer le partenariat local avec ces réseaux.

En Bourgogne-Franche-Comté, Yves Rauch, le chef de projet pour le logement des étudiants et des jeunes actifs de la DHUP, a été convié à rencontrer les acteurs réunis dans un comité de pilotage inaugural de la réhabilitation d'un FJT de Dijon afin d'illustrer les difficultés. Les questions du logement des jeunes ont aussi été abordées lors de la réunion régionale organisée à Dijon.

En Ile-de-France, la question du logement des jeunes est particulièrement importante. Ainsi, l'Unafo travaille avec de nombreux partenaires : Ville de Paris, les partenaires des dispositifs Inser'toit ou Confiance Jeunes, Urhaj Ile de France...

Des déplacements ont également eu lieu en **Normandie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur** afin de renforcer les liens avec nos adhérents et nos partenaires.

Lancement d'une réflexion sur le logement étudiant

De nombreux adhérents de l'Unafo gèrent, à côté des résidences sociales, des logements étudiants, sous formes de résidences universitaires conventionnées. En 2022, l'Unafo s'est donc plus particulièrement mobilisée sur cette dimension. Tout d'abord, en lançant avec ses adhérents concernés un groupe de travail sur le sujet. Par ailleurs, l'Unafo siège notamment au comité de pilotage du plan 80 000 logements jeunes. De plus, à l'initiative de Anne Gobin, directrice générale d'ARPEJ, une rencontre a eu lieu avec Philippe Campinchi, le délégué général de l'association AIRES qui regroupe des propriétaires et gestionnaires de résidences étudiants. Enfin, l'Unafo était représentée aux Rendez-Vous du Logement Etudiant, ainsi qu'au séminaire national des Observatoires Territoriaux du Logement des Etudiants (OTLE) à Besançon.

De nombreuses sollicitations

L'Unafo a été associée à de nombreux travaux de partenaires, telles que l'Union sociale pour l'habitat dans le cadre d'une étude sur le logement des jeunes, ou bien encore de CDC Habitat qui a lancé une série de hackathons dont un, en Ile-de-France sur le logement des jeunes où l'Unafo était présente.



L'Unafo, tête de réseau des gestionnaires de pensions de famille



Une mobilisation nationale

L'Unafo a réuni à plusieurs reprises ses adhérents gestionnaires des pensions de famille et des résidences accueil pour échanger en particulier sur la perte d'autonomie des personnes logées et le nécessaire accompagnement en santé. Mais le réseau des adhérents de l'Unafo s'est aussi particulièrement mobilisé pour la deuxième édition de la semaine des pensions de famille, qui s'est déroulée du 10 au 16 octobre 2022 et a regroupé plus de 300 événements recensés sur un site internet dédié. Différentes têtes de réseau se sont mobilisées avec le soutien de la Dihal : la FAS, La FAP, Habitat et Humanisme, Soliha, la Fapil, l'Unafo et l'USH. Des outils à destination des pensions de familles ont été créés pour les accompagner dans leurs démarches : affiches, vidéos, campagnes sur les réseaux sociaux, boîte à outils. Afin de sensibiliser les élus, des vidéos d'élus ont été réalisées et une campagne d'e-mailings auprès des acteurs publics a été déployée (10 000 adresses mails). Par ailleurs, un spot de 30 secondes a été à nouveau diffusé gratuitement sur France 3 et France 5 durant la semaine.

LA SEMAINE
NATIONALE
DES PENSIONS
DE FAMILLE

Des échanges sur le terrain

En Ardèche, l'Unafo a réuni une réunion autour de la thématique des troubles en santé mentale en pension de famille. L'objectif de cet échange qui a réuni 18 personnes (responsables de résidences et leurs équipes, SIAO, communauté d'agglomération et CMP) était de partager les constats sur les situations rencontrées, mais aussi les actions, méthodes, partenariats développés par les équipes. La deuxième partie de la journée a été consacrée aux souhaits de travail commun et perspectives à donner à ce groupe au regard des attentes de chacun (thématiques, formats etc.).

En Ile-de-France, l'Unafo a pu faire part de ses observations sur le projet de cadre régional des pensions de famille élaboré par la DRIHL. Ce cadre a vocation à faire connaître aux porteurs de projet les lignes directrices qui prévalent en Ile-de-France pour le financement par l'État des pensions de famille, dans un objectif de valorisation du produit et d'accélération de sa production sur le territoire francilien.

Une étude sur les espaces collectifs

Les Acteurs du logement d'insertion (ALI) ont lancé en 2022 une étude sur les espaces collectifs en pensions de famille, dont les résultats seront dévoilés au 2nd semestre 2023.



CONVAINCRE DE L'UTILITÉ SOCIALE DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

Face aux tensions sur le modèle économique, il reste plus que jamais nécessaire de témoigner de l'utilité sociale du logement accompagné

Étude sur les profils et parcours des personnes logées

Depuis 4 ans, l'Unafo publie chaque année une étude nationale sur les « profils et parcours des personnes logées », qui permet de mettre en avant le rôle du logement accompagné dans la politique du Logement d'abord. En 2022, nous avons décidé de réaliser également une étude thématique portant sur plus de 15 000 jeunes. En effet, 50% des personnes qui entrent dans un dispositif de logement accompagné a moins de 30 ans. Cette contribution va bien au-delà des solutions de logement dédiées aux jeunes (résidences sociales jeunes actifs, foyers de jeunes travailleurs ou résidences étudiantes conventionnées). Enfin, nous avons réalisé une étude régionale pour l'Île-de-France.

L'impact socioéconomique des résidences sociales

L'Unafo a lancé une étude, cofinancée par la DIHAL et la CILPI, visant à déterminer les impacts sociaux et économiques pour le tissu local de la création et de l'exploitation d'une résidence sociale, avec pour objectif de produire un argumentaire à destination des élus locaux, ceux-ci étant in fine les décisionnaires de l'implantation d'une résidence

sociale sur leur territoire. L'étude confiée à la SCET et à Aatiko a porté sur l'analyse approfondie de 6 cas de résidences sociales recouvrant différentes situations géographiques, tailles et catégories de public logé. Elle a mis en lumière les différents leviers par lesquels les résidences sociales créent de la valeur au quotidien sur un territoire, au-delà des retombées économiques directes créées par l'implantation de la structure et son activité (chiffre d'affaires, nombre d'employés, etc.).

L'impact social de la gestion locative sociale

La gestion locative sociale (GLS) est un mode d'intervention propre au Logement Accompagné, et constitue une part importante de sa plus-value sociale. L'Unafo a souhaité lancer une étude visant à décrire successivement les modalités de mise en œuvre de la GLS, ses différents impacts sociaux puis les « Coûts Évités » et impacts économiques associés afin d'aboutir à une analyse de l'efficacité de l'AGLS. L'étude confiée à Koreis sera finalisée dans le courant du 1er semestre 2023.



La Semaine du logement accompagné

Les Rencontres nationales organisées à Marseille avaient un mot d'ordre : échanger ! Que ce soit dans les ateliers ou les visites hors les murs, l'Unafo a souhaité permettre à ses adhérents de se retrouver pour échanger autour de multiples thématiques. Mais les rencontres nationales n'ont été qu'une partie de la semaine du logement accompagné, qui s'est poursuivie par des ateliers au format webinaire, et une table ronde de clôture sur les enjeux du moment et la feuille de route du gouvernement pour le développement des résidences sociales avec Nadia Bouyer, directrice générale chez Action logement, Emmanuelle Cosse, présidente de l'USH, Sylvain Mathieu, délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement, ainsi que Bertrand Declémy, président de l'Unafo.



La communication numérique

Le site internet de l'Unafo laisse une large place aux actualités, mais aussi un accès à un centre de ressources documentaires sur toutes les thématiques liées au logement accompagné qui est mis à jour régulièrement selon l'actualité ainsi qu'un accès direct aux formations organisées par l'Union professionnelle.

30 000

UTILISATEURS DU SITE INTERNET

1 750

ABONNÉS SUR TWITTER

40

NEWSLETTERS

14

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

3 500

ABONNÉS SUR LINKEDIN (+40%)

195

ARTICLES



DES ACTIONS COLLECTIVES

L'Unafo n'agit pas seul, et est membre de plusieurs collectifs, en particulier le Collectif des associations Unies et le Collectif alerte. Elle agit également au sein de l'Uniopss, dont elle est membre. Mais c'est avec les Acteurs du logement d'insertion, qui se sont élargis cette année à l'Unhaj, que notre Union travaille le plus étroitement.

3+1, comme les 3 Mousquetaires

En 2022, les Acteurs du logement d'insertion se sont élargis en 2022 à l'Union nationale de l'habitat jeunes (Unhaj). Cet élargissement logique permet aux ALI de renforcer leur légitimité et représentativité et pouvoir définir des actions et plaidoyers communs, alors que le volet 2 du plan Logement d'abord est attendu.

Une journée nationale

Les Acteurs du logement d'insertion ont organisé leur journée nationale le 18 octobre à Paris en présence de plus de 80 acteurs venus débattre de sujets d'intérêt commun : le défi de la rénovation des logements, l'attractivité des métiers et les évolutions de la politique du Logement d'abord. Cette rencontre a été l'occasion de formuler des propositions concrètes sur le logement d'insertion. La journée s'est conclue par un dialogue entre les acteurs du logement d'insertion et Sylvain Mathieu, délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement, sur les enjeux de ce nouveau quinquennat et la politique du logement d'abord.

Les enjeux de performance environnementale

Les Acteurs du logement d'insertion ont souhaité analyser l'impact des évolutions réglementaires liées à la transition énergétique sur le secteur du logement accompagné. Le cabinet d'avocats Francis Lefebvre a restitué son analyse le 15 février 2023 devant les adhérents des fédérations. Fort de ce travail, l'Unafo a rédigé un document de synthèse à destination de ses adhérents, reprenant le cadre

pour les résidences sociales pensions de famille, résidences accueil, foyers de jeunes travailleurs et foyers de travailleurs migrants.

Les ALI, une collaboration quotidienne.

Dans les régions, les ALI ont renforcé leurs liens par l'organisation de deux journées territoriales, l'une à La Réunion, et l'autre à Toulouse. En Auvergne-Rhône-Alpes, face au constat partagé de difficultés plus importantes pour réaliser des opérations de MOI, les ALI ont élaboré un plaidoyer commun. C'est aussi le cas sur le plan national avec un travail commun important des chargés de mission MOI pour coordonner les échanges avec la CGLLS. Par ailleurs, l'action « Accompagner les personnes en souffrances psychiques logées dans le parc des ALI dans le Val de Marne », initiée en 2017, s'est poursuivie avec 4 réunions organisées en 2022 entre des professionnels (intervenant sociaux principalement), gestionnaires de logement d'insertion et des acteurs sanitaires de la santé mentale dans le Val-de-Marne.

Un nouveau site internet

Entièrement repensé, le nouveau site internet des Acteurs du logement d'insertion permet de retrouver toutes les actualités de nos unions, ainsi qu'une cartographie de nos adhérents sur l'ensemble du territoire : logementdinsertion.org/



GOUVERNANCE, ÉQUIPE ET ADHÉRENTS

Conseil d'administration Au 31 décembre 2022

- **Emmanuel BALLU**, membre du bureau Adoma
- **Céline BEAUJOLIN**, Fédération Habitat et Humanisme
- **Véronique BOUR-VERRIER**, Etap'Habitat
- **Guillaume BRUGIDOU**, Alfi
- **Jean-Marc CALMEL**, Accors
- **Bertrand DECLEMY**, Président, Référent régional Hauts-de-France, Aréli
- **Jacques DUPOYET**, Alfa3a
- **Anne GOBIN**, secrétaire Arpej
- **Sophie GRIMALDI**, trésorière Association Parme
- **Richard JEANNIN**, référent régional AURA Fondation Aralis
- **Sylvain RASTOIN**, référent régional PACA Alotra
- **Manuel ALARICH**, AGLA Nelson Mandela
- **Mathias LEVY-NOGUERES**, Résidétape
- **Bruno MATHIEU**, AATES
- **Arnaud RICHARD**, membre du bureau, Coallia
- **Loïc RICHARD**, référent régional Grand Est, Aléos
- **Olivier RIGAULT**, vice-président, référent régional Grand Est, Amli
- **Manuel SMADJA**, API Provence
- **Jérôme CACCIAGUERA**, Aljt
- **Jean-Paul VAILLANT**, référent régional Ile-de-France, Adef Habitat
- **Laurent VUIDEL**, vice-président, Hénéo

Par ailleurs, Olivier RENAUD (Adelis) est référent régional Pays de la Loire

L'équipe Au 31 décembre 2022

- **Amanda APPAVOO**, Chargée de mission accompagnement des publics
- **Patrick BODET**, Chargé de mission MOI et analyse économique
- **Arnaud DE BROCA**, Délégué général
- **Virginie CAMELIN**, Directrice de la communication
- **Karine LAURENT**, Assistante de direction
- **Pauline LEBEAU**, Chargée de mission animation du réseau
- **Mathilde MARANTZ**, Chargée de mission animation du réseau
- **Pierre-Marc NAVALES**, Chargé de mission logement jeunes
- **Antonin OLLIVIER**, Chargé de mission gestion locative et immobilière
- **Koudiev SIDIBE**, Responsable de l'organisme de formation

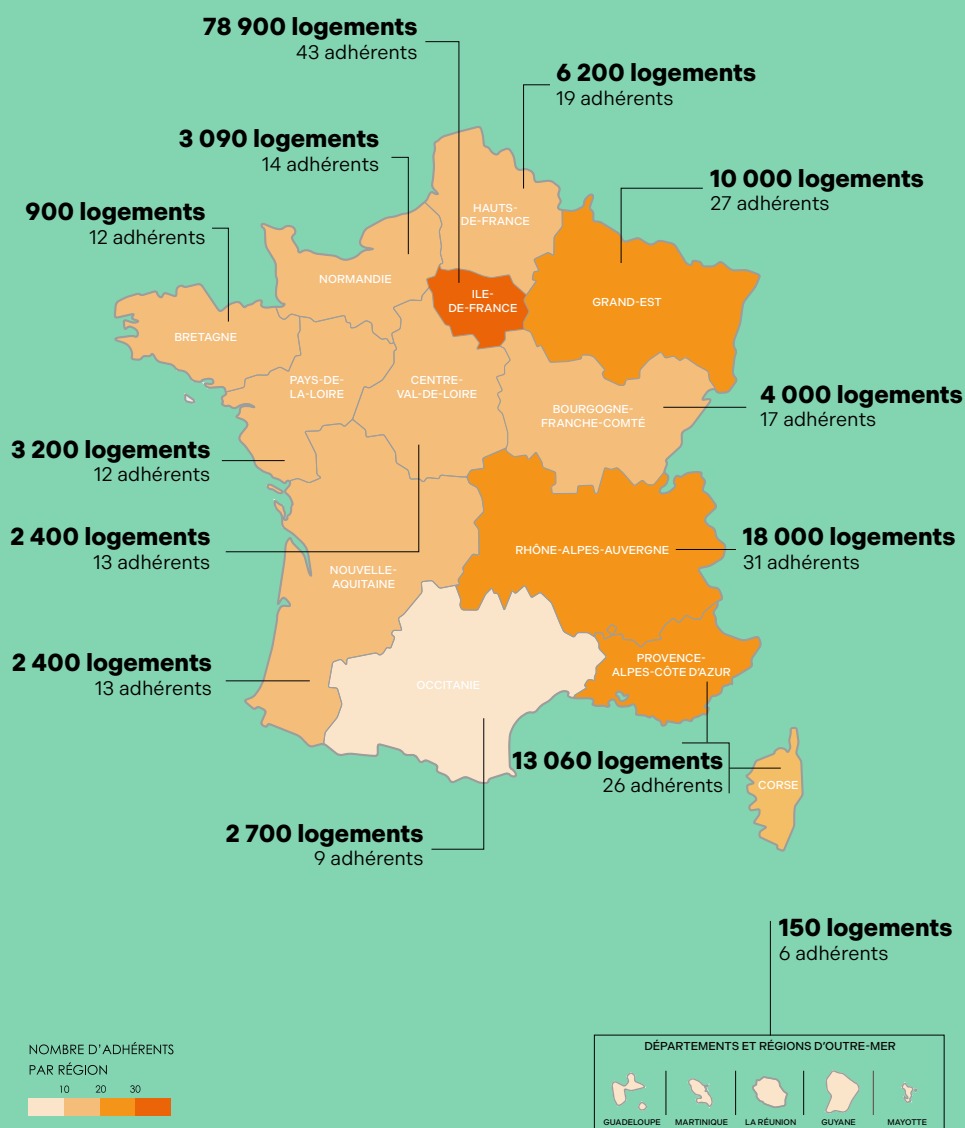
168 ADHÉRENTS - 1700 RÉSIDENCES - 145 000 LOGEMENTS

AU 31 DÉCEMBRE 2022

* : les nouveaux adhérents en 2022

AAJT, AAPISE, AATES, ACAHJ, ACAP 22, ACCORS, ACCUEIL & PROMOTION, ACPM, ADAPEI 79*, ADAPEI-ARIA, ADEF HABITAT, ADELIS, ADOMA, ADRIM, ADSSUK, AFASEC, AGAFAB, AGARSP, AGAT, AGEFO, AGELOH, AGFA, AGLA Nelson Mandela, AHB, AHMI, AHSHPC, AIDAPHI, AIEM, AIS 35, AISH, AJIR, ALEFPA, ALEOS, ALFA3A, ALFI, ALIF, ALJT, ALLIANCES GENERATIONNELLES, ALLO HEBERGE-MOI, ALOTRA, ALPA, ALSA, ALVE, AMICALE DU NID, AMITEL, AMLI, ANEF Vallée du Rhône, ANRS, APAT, APATPH, API Provence, AQUITANIS, ARAI, AREAMS*, ARELI, ARIAL, ARILE*, ARPEJ, ASFAD, ASSAGE, ASSOCIATION PARME, ATG, BATIR, CAPS 76*, CARITAS HABITAT, CASP, CCAF, CCAS Châteauroux, CCAS Lisieux, CCAS Nice, CCAS St Lô, CERISE, CITES CARITAS, CLJT, CLUB PREVENTION EPERNAY, COALLIA, COATEL, COOP'AGIR, CREUSOT MONTCEAU HABITAT JEUNES, EMERGENCE(S), EOLE, ESPERANCE Hauts de Seine, ESPEREM, ESPOIR 31, ETAP'HABITAT, ENTRAIDE LE RELAIS, FEDERATION HABITAT & HUMANISME, FEDERATION MEDICO-SOCIALE DES VOSGES, FJO, FJT PAYS BASQUE, FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL, FONDATION ARMEE DU SALUT, FONDATION DIACONESSES DE REUILLY*, FONDATION EDITH SELTZER, FONDATION GEORGES BOISSEL, FONDATION L'ELAN RETROUVE, FONDATION LES AMIS DE L'ATELIER, FONDATION MASSÉ TRÉVIDY*, FONDATION NORMANDIE GENERATION, FONDATION VINCENT DE PAUL, FOYER LES REMPARTS, FOYER TOLBIAC, GAÏA 74, GCSMS La CANOPEE, GCSMS NOVA CHARONNE, HANDI VAL DE SEINE, HENEO, HORIZON AMITIÉ, ISATIS, GAMMES, JHAS, L'ACCUEIL, L'OASIS, LA CITE, LA HALTE FONTENAYSIENNE, LA MIE DE PAIN, LA SAUVEGARDE DU NORD, LADAPT, LE CHATEAU ROUGE, LE COIN FAMILIAL, LE PELICAN, LES 2 RIVES, LES INVITÉS AU FESTIN*, LES PETITS FRERES DES PAUVRES – AGE, MACEP – Hôtel Social, MAISON DES THERMOPYLES, MJF JANE PANNIER, ODTI, ŒUVRE NOTRE DAME, OPHIS, PAGODE, PASSERELLE 45, PRIMTOIT, RELAIS, RELAIS 52, RELAIS ACCUEIL, RELAIS ACCUEIL DU VALLONA, RESIDENCE JEUNES DE L'YONNE, RESIDENCE JEUNES SAINTE CONSTANCE, RESIDENCE POUR TOUS, RESIDETAPE, RHÉSO, SAINT BENOIT LABRE, SAINT JOSEPH DE PRÉVILLE, SDAT, SEAPB*, SOCIETE PHILANTHROPIQUE, SOLIDARITE ACCUEIL, SOLIDARITOIT, SOLIHA AIS BORDEAUX, SOLIHA ALPES SUD, SOLIHA DRÔME, SOLIHA EST PARISIEN, SOS FEMMES ACCUEIL, TRACES DE PAS, TRAVERSES, UDAF35, UDAF39, UDAF49, UDAF57, UDAF63*, UDAF82, UDSM, URBANALIS, VISA, VIVRE AU PEUX, VIVRE ET DEVENIR, VYV3 Centre-Val de Loire.

LE RÉSEAU DE L'UNAFO





UNAFO - UNION PROFESSIONNELLE DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ
29/31 rue Michel-Ange - 75 016 PARIS
Tél. 01 40 71 71 10 - contact@unafo.org

unafo.org